

Garantir l'eau pour tous, c'est protéger la paix

Récemment le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié des chiffres alarmants sur les conséquences du changement climatique dans certaines des régions les plus pauvres du monde. Ses deux derniers rapports prévoient qu'entre un et trois milliards de personnes souffriront du manque d'eau d'ici à 2100. Le réchauffement de la planète augmentera l'évaporation et réduira les précipitations dans les régions qui en manquent le plus – jusqu'à 20 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le volume d'eau disponible par habitant pourrait y être réduit de moitié d'ici à 2050.

La raréfaction de cet élément provoquera des tensions nouvelles et exacerbera les conflits de par le monde. L'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie centrale seront les premiers touchés. Les répercussions, elles, seront mondiales. Cette sinistre vision ne saurait servir d'excuse au fatalisme ou à l'apathie. Si les conflits sont inévitables, la guerre ne l'est pas. Notre capacité à prévenir les « guerres de l'eau » dépendra de notre faculté collective à anticiper les tensions et à trouver les solutions techniques et institutionnelles pour gérer les conflits émergents. La bonne nouvelle est

que de telles solutions existent et prouvent chaque jour leur efficacité.

Les barrages, à condition qu'ils soient de taille et de conception appropriée, peuvent contribuer au développement humain en luttant contre le changement climatique et en régulant l'approvisionnement en eau. Mais dans un nouveau contexte de pénurie, de telles infrastructures peuvent aussi affecter la qualité ou la disponibilité de cette ressource pour les États voisins, et donner lieu à des tensions.

Les organisations de bassin comme celles du Nil, du Niger ou du fleuve Sénégal permettent de faciliter le dialogue entre les États. En promouvant une vision commune de l'exploitation des fleuves transfrontaliers, ces initiatives régionales aboutissent à une responsabilité partagée sur ce sujet, réduisant ainsi les risques de conflit. La plupart des cours d'eau internationaux disposent de cadres de dialogue similaires. Si la communauté internationale veut prendre au sérieux les prévisions actuelles sur le réchauffement climatique, elle devra renforcer ces initiatives. Là où ces dernières n'existent pas, elles devront être créées en partenariat avec toutes

Par **Mikhaïl Gorbatchev**
et **Jean-Michel Severino** *



« Les guerres de l'eau les plus meurtrières sévissent aujourd'hui au sein des États plutôt qu'entre eux »

les parties prenantes des pays concernés. L'aide au développement peut encourager une telle coopération en finançant la collecte de données, en fournissant le savoir-faire technique ou en conditionnant les prêts pour des négociations constructives.

Mais les conflits internationaux ne sont qu'une partie du problème. Les guerres de l'eau les plus meurtrières sévissent aujourd'hui au sein des États plutôt qu'entre eux. La pénurie d'eau attise les rivalités ethniques, à mesure que les communautés craignant pour leur survie cherchent à s'approprier la ressource. Au Darfour, des séche-

resses récurrentes ont envenimé les relations entre agriculteurs et éleveurs nomades. La guerre à laquelle nous assistons impuissants découle d'une longue escalade des hostilités, et le Tchad risque d'être proie au même cycle.

Il est donc urgent de répondre aux besoins premiers des populations à travers des initiatives de développement local. Des projets d'hydraulique rurale, qui acheminent l'eau aux populations reculées, peuvent se révéler être des outils efficaces dans la prévention des conflits. Des couloirs de transhumance sont éga-

lement établis avec l'aide de l'imagerie satellite moderne, afin d'orienter les nomades et leurs troupeaux vers les zones les plus appropriées. De telles initiatives fournissent de rares occasions de dialogue et de collaboration entre communautés rivales. La clé consiste à anticiper les tensions avant qu'elles ne dégènerent.

La consommation d'eau doit elle aussi être repensée. L'agriculture représente 70 % de l'utilisation d'eau dans le monde. La recherche agronomique et les innovations techniques jouent un rôle crucial pour l'utilisation optimale de l'eau dans ce secteur. Elles devront bien sûr être menées plus loin. Mais la raréfaction de la ressource impliquera aussi inévitablement de redéfinir pratiques et politiques agricoles.

Le défi du développement ne consiste ainsi plus seulement à favoriser l'irrigation des régions éloignées de l'eau. Comme l'illustre l'assèchement spectaculaire de la mer d'Aral, du lac Tchad et de la mer Morte, il consiste aujourd'hui à gérer au mieux des ressources naturelles rares, et à en assurer la distribution équitable pour satisfaire des besoins divergents. Une utilisation responsable impliquera des incitations économiques appropriées. En

Afrique de l'Ouest ou au Moyen-Orient, en Asie centrale ou en Inde, cela, aussi, contribuera à apaiser les conflits autour de l'eau.

Réalisme, clairvoyance et volonté politique sont venus à bout de la guerre froide. Ces trois qualités devront rapidement être mises en œuvre si l'on veut éviter les guerres de l'eau. Ce défi mondial exigera aussi un changement des mentalités, de paradigme, de la part des gouvernements et des consommateurs. La gouvernance mondiale est mise au pied du mur. C'est pourquoi nous soutenons la création d'une Organisation des nations unies pour l'environnement, dotée des ressources juridiques et financières nécessaires pour affronter les défis qui s'annoncent.

Notre message est d'autant plus exigeant qu'il est porteur d'espoir. L'humanité peut aller loin dans la résolution de la difficile équation de l'eau. L'attente ne fait certainement pas partie de la solution.

** Respectivement président du conseil d'administration de Green Cross International et directeur général de l'Agence française de développement. Copyright : Project Syndicate, 2007. Traduit de l'anglais par Bérengère Viennot*